

VILLE DE GENÈVE

Pétition pour une «vraie politique sociale» de la Gérance immobilière

PAULINE CANCELA

La Gérance immobilière municipale (GIM) n'a qu'à bien se tenir. Un collectif de locataires pâquisards a décidé de montrer les crocs et fait circuler une pétition depuis deux semaines pour une «véritable politique sociale». Il souhaite que la régie de la Ville de Genève encourage les échanges d'appartements et limite la conversion des logements sociaux en logements à loyers libres. Le texte a déjà récolté 200 signatures.

La problématique des échanges est devenue saillante depuis que la GIM a envoyé une série de résiliations pour sous-occupation (*Le Courrier* du 22 mai). Plusieurs locataires du 14, rue Royaume ont proposé des rocade, mais sans succès pour le moment. «On n'a pas l'impression que la GIM encourage cette solution alors qu'il y a une crise du logement et que les petits appartements sont presque toujours suroccupés», témoigne une des pétitionnaires.

Seuls dans un cinq pièces en attique, notre interlocutrice et son mari souhaitent intervertir avec un 3,5 pièces actuellement occupé par une famille avec deux enfants. La GIM a refusé car l'attique en question devra passer en loyer libre. Il y aurait d'autres cas similaires.

«C'est la conséquence d'une décision de 2000 qui a passé 248 logements sociaux en loyer libre», explique une autre pétitionnaire. La liste comprend des appartements sociaux censés changer de statut au départ des locataires. Il en reste 80 dans ce cas, dont neuf aux Pâquis, d'après la Ville de

Genève. La pétition lui demande de revoir cette décision.

«**Même si je le pouvais**, changer la liste n'est pas la solution au véritable problème qui est le manque de logements adaptés», répond la maire, Sandrine Salerno. Ce n'est pas la gestion de quelques cas qui résoudront les injonctions contradictoires auxquelles nous devons répondre dans un contexte de pénurie.» Et de souligner que les logements libres constituent seulement 5% de 5000 logements environ, dont trente villas et 114 cinq pièces ou plus, plutôt haut de gamme.

Hors problématique des loyers libres, faire une rocade relèverait également de l'exploit selon les pétitionnaires, qui souhaitent également que la GIM crée une bourse d'échange sur internet. «On a dû se bagarrer pendant plusieurs mois pour un échange entre deux personnes du même immeuble pour des raisons de mobilité», s'énerve une des locataires.

M^{me} Salerno ne conteste pas complètement ce constat tout en rappelant que 20% des attributions annuelles de la GIM sont tout de même le fait d'échanges. «J'ai voulu créer une plateforme d'échange, mais notre outils informatique ne le permet pas. Pour en faire une qui soit vraiment utile, nous attendons désormais la création pour 2015 d'une base de demandeurs commune à la Ville, à l'Etat et aux fondations de droit public.» En attendant, la pétition sera entre les mains du Conseil municipal d'ici à la fin de l'année. |